



**AGIR ENSEMBLE**  
POUR LES DROITS HUMAINS



**RAPPORT  
D'ACTIVITÉS  
2023**



# EDITO

## PRESIDENT

Vous lisez le rapport d'activités 2023 d'Agir ensemble pour les droits humains et je vous remercie vivement de l'intérêt que vous portez à l'association.

L'année 2023 a marqué le 75<sup>e</sup> anniversaire de l'adoption, en décembre 1948, par l'Assemblée générale des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits humains, un document visionnaire affirmant les droits fondamentaux et inaliénables de tous les êtres humains, indépendamment de leur race, de leur religion, de leur origine sociale ou de leur nationalité. En marquant le 75<sup>e</sup> anniversaire de cette déclaration, il est opportun de réfléchir à son importance dans le monde d'aujourd'hui.

La Déclaration demeure un phare de l'espoir et un rappel constant de nos responsabilités envers notre humanité commune. Dans un monde où les conflits, les injustices et les inégalités persistent de manière flagrante, cette déclaration continue d'inspirer des efforts pour promouvoir la dignité humaine, la justice et la paix.

Malgré les progrès réalisés depuis son adoption, de nombreux défis subsistent. Les droits humains sont encore bafoués dans de nombreuses régions du monde, et des millions de personnes continuent de souffrir de la discrimination, de la pauvreté et de l'injustice. Dans ce contexte, la Déclaration reste un instrument indispensable pour défendre les droits des plus vulnérables et promouvoir un monde où chacune peut vivre dans la dignité et la liberté.

En célébrant le 75<sup>e</sup> anniversaire de cette déclaration historique, nous devons prendre la résolution de renforcer notre engagement envers les droits humains et œuvrer sans relâche pour leur réalisation universelle. En honorant l'héritage de celles et ceux qui ont travaillé sans relâche pour faire avancer cette noble cause, nous pouvons agir ensemble pour bâtir un avenir où les valeurs de justice, d'égalité et de respect de la dignité humaine prévalent dans tous les coins du monde.

C'est la mission de notre organisation, laquelle ne pourrait fonctionner sans l'implication sans faille des personnes qui s'engagent au sein de l'association : salariées, bénévoles, VSC, VSI, stagiaires, membres du conseil d'administration, adhérent-es, bailleurs... et que chacun et chacune soit ici remerciée pour son dévouement et l'énergie avec laquelle leur lutte pour le respect des droits humains est menée. Je réserve une pensée spéciale pour nos partenaires qui œuvrent dans leurs pays respectifs à travers le monde dans des petites ONG, se mettant souvent en grave péril, et ce pour rappeler simplement les droits humains qui devraient être indiscutablement reconnus dans le respect de la Déclaration dont nous venons de fêter les 75 ans. Il nous reste du chemin : il ne suffit pas de déclarer l'égalité et la dignité de tout être humain, ces droits doivent être activement défendus et réellement vécus.

— Tim Hughes



# SOMMAIRE

---

<b>02</b>	<b>ÉDITO DU PRÉSIDENT</b>	<b>45</b>	<b>NOS ALLIÉ·E·S</b>
<b>03</b>	<b>SOMMAIRE</b>	<b>46</b>	<b>Nos partenaires terrains</b>
<b>04</b>	<b>QUI SOMMES NOUS ?</b>	<b>47</b>	<b>Nos réseaux</b>
<b>06</b>	<b>RÉTROSPECTIVE</b>	<b>50</b>	<b>Nos partenaires techniques et financiers</b>
<b>08</b>	<b>L'ÉQUIPE D'AGIR ENSEMBLE</b>	<b>52</b>	<b>BILAN FINANCIER</b>
<b>09</b>	<b>ORGANIGRAMME</b>	<b>56</b>	<b>PERSPECTIVES EN 2024</b>
<b>10</b>	<b>NOS AXES D'ACTION</b>	<b>58</b>	<b>AGISSEZ AVEC NOUS</b>
<b>11</b>	<b>NOS MODALITÉS D'INTERVENTION</b>	<b>59</b>	<b>MOT DE LA DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE</b>
<b>12</b>	<b>2023 EN CHIFFRES</b>		
<b>15</b>	<b>NOS PROJETS</b>		



# QUI SOMMES NOUS ?

## Notre histoire

En 1989, André Barthélémy, directeur d'une agence de voyage associative et solidaire (ARVEL Voyages), se rend au Chili où il rencontre des militant-es qui dénoncent les violations des droits humains commises par le régime militaire de Pinochet. Frappé par le manque de ressources auquel sont confronté-es ces militant-es, il décide de rassembler un petit groupe de personnes pour mettre sur pied une association qui soutiendrait les défenseur-ses des droits humains à travers le monde. Après trois ans d'existence informelle, en 1992, ils-elles se sont constitué-es en association à but non lucratif.

L'année suivante, Agir ensemble obtient le statut d'observateur auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, en 1998, le statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations Unies, et en 2022, le statut consultatif auprès de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

# Notre mission

Nous favorisons, à travers le monde, l'essor et le développement d'organisations qui œuvrent pour la défense et la promotion des droits civils et politiques ainsi que des droits économiques, sociaux et culturels. Notre partenariat avec des organisations locales s'inscrit dans une relation institutionnelle basée sur l'égalité, la confiance, l'échange, le respect et la réciprocité. Chaque partie prenante est autonome et accepte de mutualiser ses efforts en vue de réaliser un objectif commun.

# Notre vocation

S'allier avec les acteur·rices de la société civile engagé·es sur leurs terrains dans la lutte contre les violations des droits humains. Nos actions contribuent à renforcer leurs capacités et à soutenir leur émergence.



# Nos accréditations



Statut d'observateur auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuple



Statut consultatif auprès de l'Organisation des Nations-unies



Statut consultatif auprès de l'Organisation Internationale de la Francophonie



Création d'Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme par André Barthélémy.

**1989**

Agir ensemble obtient le Statut d'observateur auprès de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP).

**1993**

Obtention du Statut Consultatif Spécial auprès du Conseil Economique et Social (ECOSOC), organe de l'Organisation des Nations Unies (ONU).

**1998**

Lancement en Rhône-Alpes du projet ACTES (Action et Concertation contre le Trafic et l'Esclavage Sexuel).

**2005**

Lancement du projet de défense des droits des personnes détenues en Afrique.

**2008**

Lancement en RDC du programme CIVIK (Consolider, Impulser et Valoriser les Initiatives de la société civile au Kivu).

**2009**

Lancement en Mauritanie du projet FAM (Former et Agir en Mauritanie pour les droits des femmes et le renforcement de la société civile).

**2010**

Lancement en RDC du projet DECLIK (Développer et Conforter les Initiatives des Défenseurs des Droits de l'Homme dans les Kivu).

Départ d'André Barthélémy et arrivée de John Edmundson à la présidence de l'association.

**2012**



Lancement du projet DEFI (Développer et Favoriser les Initiatives des organisations de la société civile) en Afrique centrale.

Lancement en RDC du projet APPEL (Accompagner l'Accès aux droits des Peuples Pygmées et Encourager une réforme de la Loi foncière en RDC).

# 2014

Lancement en RDC du projet RISK (Renforcer les Initiatives pour Secourir les défenseurs des Kivu).

Lancement au Congo du projet MANDAT (Mobiliser et Animer les efforts de la société civile dans la lutte contre la Détention Arbitraire et la Torture en République du Congo).

# 2016

Départ de John Edmundson et arrivée de Tim Hughes à la présidence de l'association.

# 2017

Lancement du Projet DEFI II (Développer et Favoriser les Initiatives des organisations de défense des droits humains en Afrique Centrale - Phase 2).

Lancement du projet PDH 1 (Plateforme Droits de l'Homme Phase 1).

# 2018

Célébration du 30ème anniversaire d'Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme et du 20ème anniversaire du Fonds d'Urgence.

Lancement du projet RISK II (Renforcer les Initiatives pour Secourir les défenseurs dans les Kivu - Phase 2) en République Démocratique du Congo.

Lancement du projet PROTECTION avec Tournons La Page (TLP), dans les pays des 10 coalitions membres de TLP: Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Niger, République Démocratique du Congo, Tchad et Togo.

# 2019

Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme change de nom et devient Agir ensemble pour les droits humains.

Lancement du projet PACTE (Prévenir et Agir Contre la Torture et les détentions arbitraires Ensemble) en République du Congo.

Lancement du projet BUENAVENTURA (Femmes, enfants et jeunes libres de violence à Buenaventura) en Colombie.

# 2020

Nomination de Michel Forst comme conseiller spécial.

Lancement du projet PDH 2 (Plateforme Droits de l'Homme Phase 2).

Lancement du projet DEFI 3 (Développer et Favoriser les Initiatives des organisations de la société civile Phase 3).

Lancement du projet Protection 2.

Lancement du projet RISC (Renforcer les initiatives pour secourir les défenseurs des droits humains de la RDC).

# 2021

Lancement de l'Initiative pour les défenseur-es des droits humains dans le monde.

Lancement du projet Lyon Ville Refuge.

Lancement du projet WHRD Window - Safety net.

Lancement du projet PPDDH (Protection et Promotion des droits des défenseurs des droits humains en République Démocratique du Congo).

Statut consultatif auprès des l'Organisation Internationale de la Francophonie

# 2022

Lancement Projet de soutien au rapporteur spécial des défenseur-ses de l'environnement - Michel Forst

# 2023

# ÉQUIPE D'AGIR ENSEMBLE



Notre Conseil d'Administration est constitué de **quinze** administrateur·rices et d'un Bureau composé du **Président**, de la **Secrétaire générale**, de son **Adjointe** et du **Trésorier**. Notre Assemblée Générale, qui siège une fois par an, réunit plus de **soixantes** **adhérent·es**.

Pour mener à bien l'ensemble de ses activités, notre équipe opérationnelle est composée, en 2023, de **dix neuf** **salarié·es** : **un** Délégué général, **six** Chargé·es de projets et de partenariats, **une** directrice des programmes, **un** Responsable administratif et financier, **trois** Chargé·es administratives et financières, **une** Chargée des subventions et suivi évaluation ainsi qu'**un** Chargé de communication et projets. Ces salarié·es sont basé·es en France et effectuent régulièrement des missions à l'étranger. Ils-elles sont soutenu·es, sur le terrain, par **quatre** volontaires de solidarité internationale qui travaillent en proximité avec les partenaires, en Colombie, au Gabon, en République du Congo et en RDC.

Cette équipe permanente est secondée par une vingtaine de volontaires service civique, stagiaires et bénévoles qui sont associé·es à la réalisation des activités.

L'organisation et le mode de travail au sein de l'équipe favorisent la cohésion ainsi que la complémentarité des compétences et des expertises. L'approche intégrée de l'égalité professionnelle fait partie intégrante de la gestion des ressources humaines au sein d'Agir ensemble.

Nos projets sont construits et mis en œuvre en collaboration directe avec les partenaires sur place. Toutes nos activités s'inscrivent dans une démarche inclusive et de développement durable. Nous encourageons les processus de mutualisation, de capitalisation, de partage des savoirs et d'expériences entre associations, en favorisant l'intelligence collective et l'apprentissage en commun.

# ORGANIGRAMME

## Pôle Administration, RH et Finances

- 1 Responsable Admi, RH et Finances (temps partiel)
- 3 Chargées admi, RH et financier
- 1 Assistant-e admi, RH et financier

## Pôle Plaidoyer

- 1 Référente Plaidoyer
- 1 Assistant-e de plaidoyer

## Pôle Communication

- 1 Chargé de communication projets et partenariats
- 1 Assistant-e de communication

## Pôle Protection DDH

- 1 Responsable Protection
- 4 Chargé-es de projets Protection
- 1 Chargée de projets terrain (RDC)
- 3 Assistant-es de projets

## Projets et partenariats

- 1 Directrice des Programmes
- 6 Chargé-es de projets et partenariats (France)
- 1 Chargée de projets terrain (Congo)
- 1 Chargé de projets terrain (Gabon)
- 1 Chargée de projets terrain (Colombie)
- 5 Assistant-es de projets (France)
- 2 Assistant-es Sub et SERA

## Equipe stratégique

### Assemblée générale

- 60 membres

### Conseil d'administration

- 15 membres

### Direction

- 1 Délégué général
- 1 Comité de direction

### Bureau

- 1 Président
- 1 Trésorier
- 1 Secrétaire
- 1 Secrétaire adjointe

## Equipe opérationnelle

35 membres



**AGIR ENSEMBLE**  
POUR LES DROITS HUMAINS

Equipe permanente : 18 salarié-es

Equipe renfort : 17 membres dont volontaires en solidarité internationale / volontaires en service civique / stagiaires / bénévoles

# NOS AXES D'ACTION

1



Promouvoir l'Etat de droit, la gouvernance démocratique et la mobilisation citoyenne.

2



Assurer la protection des défenseur-ses des droits humains en danger et la lutte contre la torture, les arrestations et détentions arbitraires.

3



Promouvoir les droits des femmes, le leadership féminin et la lutte contre les violences basées sur le genre.

4



Faire respecter les droits des minorités sexuelles et de genre et contribuer à la lutte contre les discriminations à l'enc-ontre de ces personnes et communautés.

5



Faire respecter les droits des peuples autochtones, leur culture et leurs terres.



# NOS MODALITÉS D'ACTION

À ce jour, nous avons soutenu plus de 500 associations locales de défense des droits humains et près de 1 000 défenseur·ses en danger dans plus de 40 pays.

**Notre rôle consiste à agir pour :**



## SOUTENIR

Nous mettons en place des partenariats avec des associations locales en apportant une aide financière et technique à leurs projets. Nous soutenons l'essor des partenaires et leur leadership en renforçant leurs capacités.



## PROTÉGER

Nous avons créé, en 1999, le premier Fonds d'urgence français (et l'un des premiers dans le monde) dédié à la protection des défenseur·ses des droits humains en danger.



## DÉNONCER

Nous développons les mises en réseaux et les actions de plaidoyer en lien étroit avec les partenaires. Nous appartenons à plusieurs réseaux de défense des droits humains et nous nous associons à des initiatives de mobilisation inter-associatives.



# 2023 EN CHIFFRES

## 13 PROJETS

- Buenaventura
- Citoyennes engagées
- Soutien au rapporteur spécial des défenseur-ses de l'environnement
- PEUPLE
- DEFI 3
- Lyon Ville Refuge
- PROTECTION
- RISC
- PP DDH
- WHRD Window - Safety Net Initiative pour les défenseures des droits humains dans le monde
- Fonds d'urgence
- Plateforme des Droits Humains

## 9 VISITES SUR TERRAIN

DEFI 3	1
Buenaventura	3
Citoyennes engagées	2
PEUPLE	1
RISC	1
PP-DDH	1

## BUDGET EN 2023

2 241 000 €

+ 220 000 € par rapport à 2022

# 197

défenseur·ses des droits  
humains protégé·es

Donateur·rices — 61

Adhérent·es — 60

Partenaires de mise en œuvre — 45

Nos réseaux — 19

Salarié·es — 19

Volontaires en service civique — 10

Stagiaires — 6

Volontaires de solidarité internationale — 6

Bénévoles — 26

Administrateur·rices — 15

# 21 PAYS D'ACTION

Burkina Faso

Burundi

Cambodge

Cameroun

Colombie

Côte d'Ivoire

France

Gabon

Guinée

Liban

Madagascar

Mali

Mexique

Niger

Ouganda

Palestine

République Centrafricaine

République Démocratique du Congo

République du Congo

Tchad

Togo

# VISIBILITÉ

**13018**

abonné·es sur nos réseaux sociaux



**+2 444**

nouveaux·elles abonné·es sur LinkedIn en un an



**640**

publications sur nos réseaux sociaux



**47**

articles publiés sur notre site internet



# PROJETS

**5**

nouveaux projets développés en 2023

**39**

financements en cascades

**63**

formations réalisées

**9**

ateliers de capitalisation

**40**

réseaux soutenus grâce à nos projets





**NOS  
PROJETS**



# BUEN- AVENTURA

Femmes, enfants et jeunes libres de violence à Buenaventura



## Phase 2

**Pays :** Colombie

**Durée :** 3 ans (juillet 2020 – juin 2023)

**Budget :** 540 000€

**Partenaires :** Taller Abierto, Réseau France-Colombie Solidarités, Réseau EU-LAT, Terre des Hommes Suisse, Terre des Hommes Allemagne

**Financeurs :** Agence française de développement (AFD), Ville de Lyon, Métropole de Lyon, Fondation Pro-femmes, Terre des Hommes France

## Phase 3

**Pays :** Colombie

**Durée :** 3 ans (août 2023 - juillet 2026)

**Budget :** 637 709 euros

**Partenaires :** Ambulua, Fundación Paz y Bien, Terre des Hommes Suisse, Réseau France-Colombie Solidarités (RFCS), Réseau Eu-Lat

**Financeurs :** Agence française de développement (AFD), Terre des Hommes Suisse, la Coopération Suisse



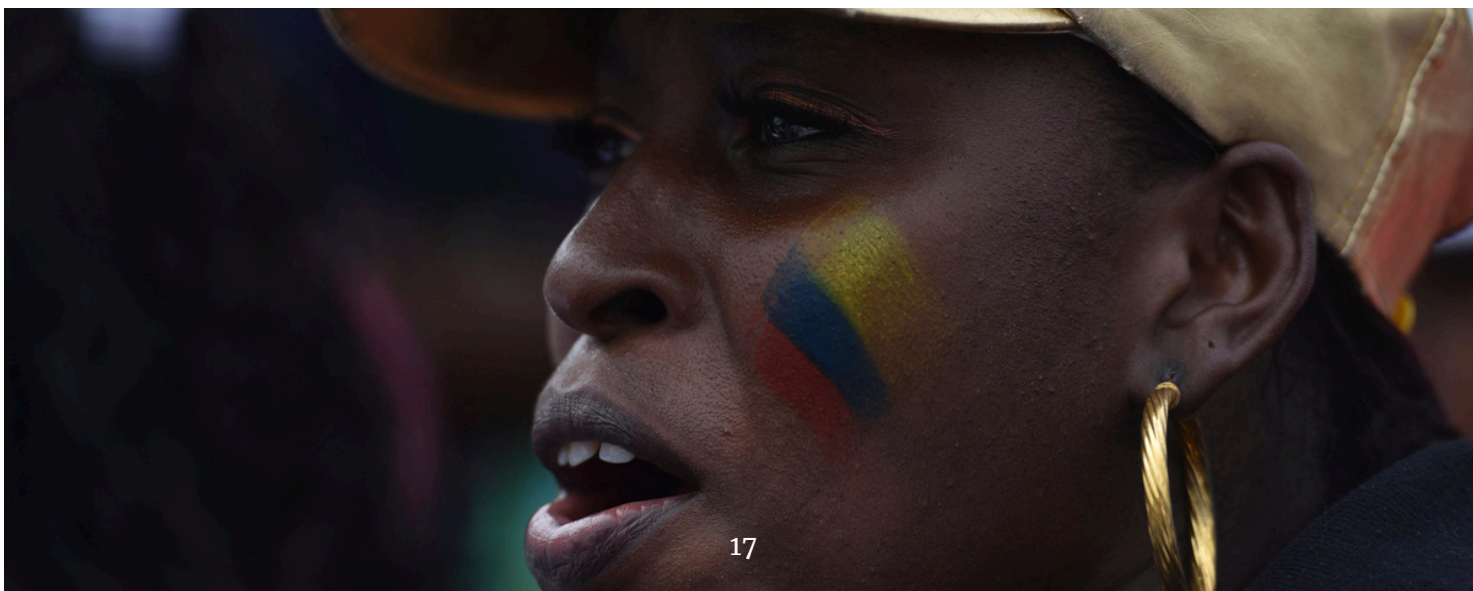
Buenaventura, principal port et zone stratégique, est l'une des villes les plus pauvres et touchées par la violence de Colombie. Des groupes armés se disputent le territoire et maintiennent le contrôle à travers le narcotrafic, l'extorsion et les homicides. La ville a été choisie en 2022 comme Plan Pilote de la politique de "Paix Totale" du gouvernement Petro. Depuis, plusieurs trêves ont été signées entre groupes armés, mais elles sont de courte durée et la violence persiste, notamment contre les enfants, jeunes et femmes, principales victimes du conflit armé.

Depuis juillet 2020, Agir ensemble portait la phase 2 du projet. En mars 2023, une tournée de plaidoyer internationale a eu lieu à Paris, Lyon, Genève, Bruxelles et Bogotá, durant laquelle trois défenseuses des droits humains de Buenaventura ont sensibilisé à la situation des droits à Buenaventura. Des rencontres et événements ont été organisés à l'ONU, au Parlement européen, au Ministère des affaires étrangères français, au barreau de Lyon, à l'Alliance Française et avec des ONG internationales. La phase 2 s'est clôturée en juillet 2023 par des activités artistiques et culturelles réalisées par les communautés. La 3<sup>e</sup> phase du projet a débuté en août 2023 avec deux nouveaux partenaires locaux : Ambulua, une

organisation de femmes afro-descendantes, et la Fondation Paz y Bien, laquelle travaille avec les enfants, jeunes et familles. Cette phase accompagnera les enfants, jeunes et femmes à renforcer leur développement personnel et leur mobilisation pour la non-violence.

De septembre à décembre 2023, Ambulua a organisé quatre cercles de paroles intergénérationnels (147 participant-es) sur l'expression artistique et ancestrale, abordant la prévention des VBG, la santé mentale et sexuelle et les droits des femmes.

En novembre 2023, Paz y Bien a implanté une maison de justice restauratrice à Buenaventura, qui accompagnera 65 enfants, jeunes et familles ainsi qu'une institution éducative.





# CITOYENNES ENGAGÉES

Citoyennes engagées - Renforcer le pouvoir  
d'agir des femmes au Gabon



## Année 2

Pays : Gabon

Durée : 3 ans (novembre 2021 - novembre 2024)

Budget : 429 906€

Partenaires : Réseau Femme Lève-Toi (ReFLeT),  
Brainforest et Initiative Développement (ID)

Financeurs : Union européenne, Agence française de  
développement (AFD), Ambassade de France au Gabon,  
National Endowment for Democracy (NED)



Alors que la seconde année du projet s'est achevée, les partenaires n'ont eu de cesse de poursuivre leur objectif : renforcer le pouvoir d'agir des femmes au Gabon. Cela s'est manifesté à travers deux axes d'action :

**Diffuser des informations pertinentes, accessibles et actualisées :**

La création d'un site internet ([citoyennes-engagees.org](http://citoyennes-engagees.org)) a laissé place à un travail de vulgarisation de contenus de sensibilisation en rapport avec les droits des femmes. Les équipes ont poursuivi leurs efforts de mobilisation d'un réseau d'acteur-ices sur Libreville et en provinces avec l'identification de dix points focales actives auprès de leurs communautés au sujet des droits des femmes. Ces dernières ont été sensibilisées et formées à Libreville dans le cadre d'une visite d'échange, puis les équipes du projet ont poursuivi leur formation au cours d'une mission auprès de leurs communautés. Une campagne de sensibilisation a été préparée avec le concours de ces différentes acteur-ices qui ont apporté leurs critiques constructives sur les supports de sensibilisation à produire.

**Renforcer les capacités d'une sélection d'acteur-ices de la société civile :**

Le Réseau Femme Lève-Toi (ReFLeT) a suivi le plan stratégique qui avait été formulé en première année pour son renforcement institutionnel et organisationnel.

Des actions de renforcement de capacités se sont poursuivies auprès du ReFLeT d'une part, mais également au profit des associations membres du groupe multi-acteur-ices et des points focales.

Aussi, plusieurs formations ont été dispensées directement par le ReFLeT, qui se positionne désormais aussi en tant que formateur au sujet des droits des femmes. Le suivi-encouragement de l'activité d'Approche Orientée Changement (AOC) au sujet du respect des droits en milieu universitaire a été initié. Les changements sont d'ores et déjà visibles et prometteurs.





# DEFI 3

**Développer et favoriser les initiatives des organisations de défense des droits humains en Afrique centrale**



## Phase 3

**Pays :** Cameroun, Gabon, République du Congo, République démocratique du Congo

**Durée :** 3 ans (juillet 2021 - juin 2024)

**Budget :** 678 188€

**Co-demandeur :** Initiative Développement (ID)

**Partenaires :** Actions pour la Justice, la Paix et le Développement, Association Affirmative Action Congo, Association pour la Valorisation de la Femme, Brainforest, Cœur Arc-en-Ciel, Défendre C'est Ma Vocation, Elles Cameroun, Humanity First Cameroon Plus, Humanité Pour Tous,

Institut pour la Protection et l'Apprentissage des Droits, Réseau Femme Lève-toi, Réseau Indépendant des Trans\* d'Afrique Centrale, Solidarité des Femmes pour le Développement Intégral, Transigeance Action Féministe

**Financeurs :** Agence française de développement, Fondation de France, Service de Coopération au Développement, Sigrid Rausing Trust, Union européenne, National Endowment for Democracy (NED)



La phase 3 du projet « DEFI », portée par Agir ensemble et Initiative Développement (ID), vise à soutenir des initiatives d'organisations émergentes en Afrique centrale sur la thématique des droits humains.

Au cours de l'année 2023, le suivi des huit projets terrains portés par des organisations de la société civile au Cameroun, Congo, Gabon et République démocratique du Congo s'est poursuivi. Quatre projets se sont clôturés en novembre 2023, permettant d'apprécier les nombreux impacts positifs en faveur de la promotion des droits des femmes et des minorités sexuelles et de genre. Au Congo, suite aux enquêtes sur les cas de violences et discriminations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre, un rapport de documentation a été produit par Cœur Arc-en-Ciel et diffusé auprès des leaders d'opinion et de la Commission Nationale des Droits de l'Homme. En RDC, l'association AJPD a accompagné financièrement et techniquement neuf groupements solidaires féminins, leur permettant de s'autonomiser et de renforcer leur leadership dans le développement communautaire.

Au Congo et en RDC, les associations partenaires ont pu bénéficier de l'accompagnement d'ID dans l'évaluation de leurs besoins en renforcement organisationnel et institutionnel, qui a abouti à l'établissement d'un plan stratégique permettant d'y répondre afin d'assurer leur pérennité. Les premières formations ont par ailleurs pu être dispensées.

Enfin, les activités au sein du réseau DEFI se sont multipliées. De nombreux temps de partage d'expériences ont été organisés, tels qu'un forum inter-associatif en ligne et une visite d'échange à Yaoundé.

Celle-ci a notamment été marquée par le démarrage des actions de plaidoyer du réseau, avec l'adoption de la stratégie de plaidoyer du réseau DEFI. L'année 2023 s'est enfin conclue par un concours de plaidoy'art afin de promouvoir l'engagement d'artistes engagées en faveur des droits humains en Afrique centrale.





# PEUPLE

**Promouvoir la participation des Peuples Autochtones Pygmées dans la gestion durable des terres et ressources naturelles en RDC**



## Phase 1

**Pays :** République démocratique du Congo  
**Durée :** 3 ans (janvier 2021 - décembre 2023)  
**Budget :** 380 001€

**Financeurs :** Agence française de développement (AFD), Secours Catholique - Caritas France, CCFD-Terre solidaire, Ville de Genève, RESACOOOP.

**Partenaires :** Programme Intégré pour le Développement du Peuple Pygmée au Nord Kivu (PIDP), Solidarité pour les Femmes Autochtones (SPFA), le Réseau Ecclésial du Bassin du Congo (REBAC), le Réseau Europe - Afrique centrale (EURAC) et le Centre de documentation, de recherche et d'information des Peuples Autochtones (DOCIP).

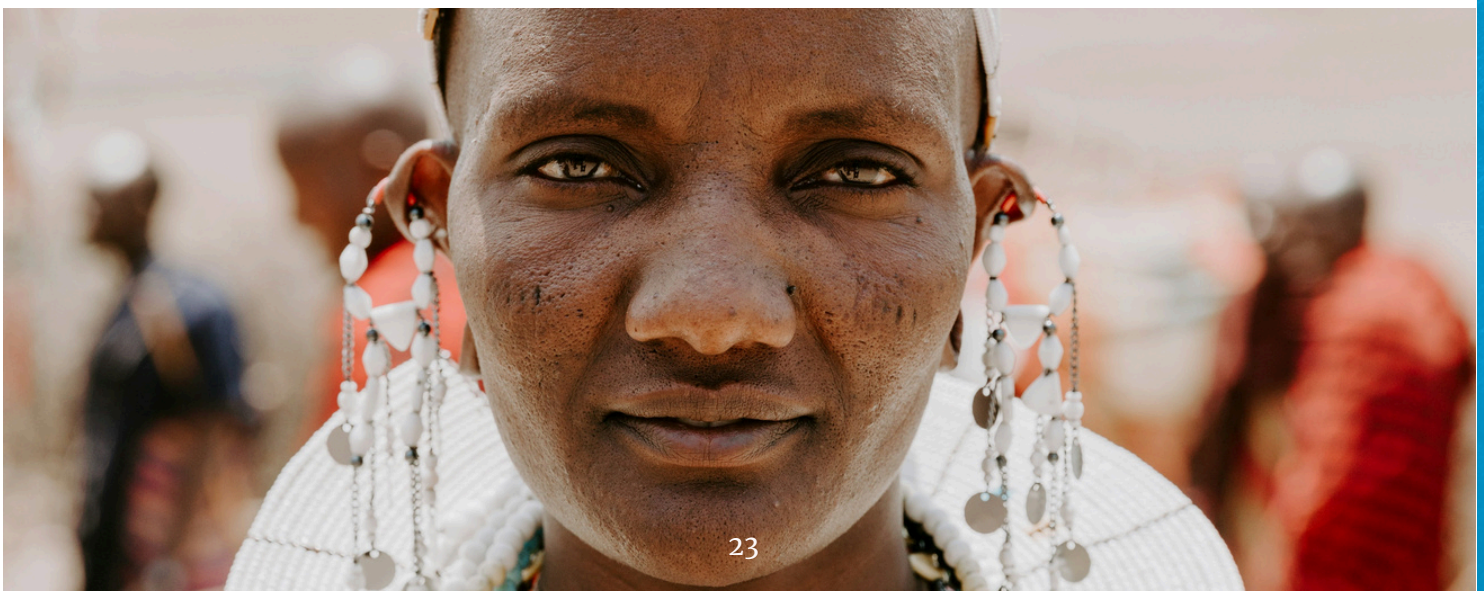


Le projet PEUPLE - « Promouvoir la participation des Peuples Autochtones Pygmées (PAP) dans la gestion durable des terres et ressources naturelles en République Démocratique du Congo », cofinancé par l'AFD, a été conçu à la demande de trois organisations de la société civile congolaise – PIDP, SPFA et REBAC – en partenariat avec Agir ensemble, EURAC et DOCIP. D'une durée de trois ans, il vise à promouvoir, au travers du renforcement des capacités des organisations congolaises dans des domaines clés et de leurs actions de plaidoyer au niveau local, national et international, les droits fondamentaux et les modes de vie des populations autochtones Pygmées en RDC, où elles font face aux discriminations et violations de leurs droits ainsi qu'à l'accaparement de leurs terres ancestrales.

Le projet PEUPLE s'est achevé fin 2023. Cette dernière année du projet a été marquée par une tournée de plaidoyer des partenaires en Europe, dans le cadre de laquelle ils ont bénéficié de formations en plaidoyer européen et onusien, et ont noué des contacts fructueux, notamment avec des députés européens et des membres de l'ONU investis sur les questions autochtones, et par la

clôture d'une recherche-action confiée à un anthropologue de l'université de Mons, qui a permis de déterminer des axes de plaidoyer innovants et porteurs pour l'avenir en faveur des droits des PAP en RDC.

Le projet PEUPLE a, de façon plus générale, contribué à la promulgation de la loi n°22/030 du 15 juillet 2022 de protection des populations autochtones Pygmées, qui couvre de multiples composantes de leurs droits : droits civils et politiques ; économiques, sociaux et culturels ; droit à l'environnement, à la terre et aux ressources naturelles, au travail. Elle représente une véritable avancée et constitue le socle sur lequel les OSC qui œuvrent pour la défense des droits des PAP en RDC pourront s'appuyer.



# PROJET DE SOUTIEN AU RAPPORTEUR SPÉCIAL DES DÉFENSEUR·SES DE L'ENVIRONNEMENT

En juin 2022, Michel Forst a été élu premier rapporteur spécial des Nations Unies sur les défenseur·ses de l'environnement au titre de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus).

Le rôle du rapporteur spécial est de protéger les défenseur·ses de l'environnement menacé·es ou criminalisé·es pour leur engagement en faveur de l'environnement. Mécanisme similaire aux procédures spéciales du Conseil des droits de l'Homme, le rapporteur spécial peut recevoir des plaintes individuelles.

Depuis 2023, Agir ensemble soutient ce mandat et administre des subventions de fondations internationales qui permettent la conduite de nombreuses missions du rapporteur spécial. Michel Forst et son équipe se sont déplacés dans de nombreux pays afin de rencontrer des défenseur·ses.

En novembre 2023, une consultation a été organisée à Oslo avec des défenseur·ses autochtones Sami et Inuit, afin d'entendre leurs témoignages et de les informer sur la protection que ce mandat peut offrir. Michel Forst a participé à de nombreuses conférences et sommets internationaux pour porter au plus haut niveau la question de la protection effective des défenseur·ses, dans leur lutte pour un environnement sain et durable pour les générations présentes et futures.

L'un des grands thèmes de travail du rapporteur spécial en 2023 a été la répression de la désobéissance civile environnementale.

À la suite de ses rencontres avec des militant·es du climat, Michel Forst a notamment publié un papier de positionnement décrivant cette tendance et l'illustrant d'exemples de différents pays où il s'est rendu, comme l'Allemagne, la France ou encore le Royaume-Uni.



**MICHEL FORST**  
*Rapporteur spécial des Nations unies*



# APPROCHE DÉCOLONIALE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

2023 a été rythmée par la mise en œuvre de l'atelier « Approches décoloniales et droits humains ». Entamé en novembre 2022, ce processus de réflexion collective portait sur les postures de l'association, basée dans un pays dit du « Nord global », et les possibles conséquences induites pour ses organisations partenaires, basées dans les pays dits du « Sud global ». Il découle d'une volonté d'adopter une approche critique des relations partenariales, afin de saisir les déséquilibres, asymétries et défis dont Agir ensemble n'a parfois pas conscience.

Depuis un premier atelier réalisé en mars 2023, ce travail d'Agir ensemble et de partenaires basés dans différents pays d'Afrique francophone permettra d'aboutir en 2024 à une note sur les perceptions des relations entre Agir ensemble et ses partenaires du « Sud global », par ces partenaires.





# PROTECTION

## CHIFFRES MARQUANTS

# 197

défenseur·ses des droits humains protégé·es

# 312k

euros dédiés aux actions de protection des DDH

## 56%

**DES DDH PROTÉGÉ·ES SONT DES MILITANT·ES, BÉNÉVOLES**

- 2% de journalistes
- 15% de dirigeant·es, directeur·ices, président·es
- 19% de chargé·es et gestionnaires de projet

## 10%

**DES DDH PROTÉGÉ·ES LUTTENT POUR LES DROITS DES FEMMES**

- 8% pour les droits de l'environnement et des Peuples Autochtones
- 4% pour les droits des minorités sexuelles et de genre

## 35%

**DES DDH PROTÉGÉ·ES SONT VICTIMES DE MENACES VERBALES OU ÉCRITES**

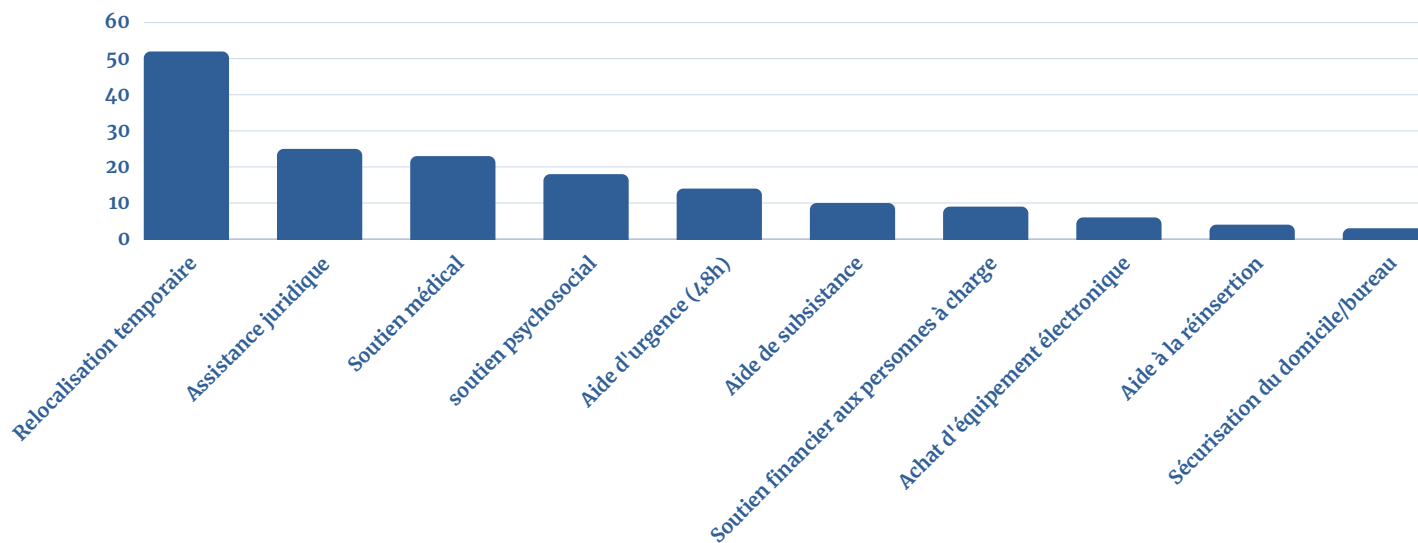
- 17% de violences physiques
- 16% de détentions arbitraires
- 8% de violations de domicile

## 48%

**DES DDH PROTÉGÉ·ES SONT MENACÉ·ES PAR LES AUTORITÉS LÉGALES**

- 35% par des groupes armés

# TYPES DE PROTECTION RÉACTIVE EN 2023



Aux côtés des défenseuses des droits humains (DDH) en danger depuis sa création, 2023 a été une année charnière pour Agir ensemble. L'association s'est dotée d'une stratégie de protection renouvelée, a consolidé son offre d'accompagnement des DDH en danger et a renforcé ses activités en matière de protection préventive des DDH et des organisations de défense des droits humains. À travers son activité de fonds d'urgence, Agir ensemble propose une protection personnalisée et flexible pour venir en aide aux défenseur-ses, quel que soit leur profil ou le domaine spécifique dans lequel ils-elles militent.

Le soutien apporté est affecté à diverses prises en charge : médicale, psychologique, judiciaire, aide à la relocalisation, sécurisation de domicile. Agir ensemble veille à ce que les mesures visant à protéger les défenseur-ses reflètent leurs besoins face aux multiples formes de discrimination auxquelles ils-elles pourraient faire face.

Grâce aux projets de protection réactive d'Agir ensemble, ce sont 197 défenseur-ses des droits humains qui ont pu bénéficier d'un soutien financier pour obtenir les services nécessaires à leur mise en sécurité. Les DDH ont été soutenu-es dans huit pays pour un montant total de plus de 300 000 euros. En 2023, notre soutien, dans la majorité des cas, a permis à ces défenseur-ses de se relocaliser temporairement ou d'obtenir une assistance juridique. Pour la plupart, les DDH étaient menacées par les autorités de leur pays d'origine et faisaient face à des menaces de mort ou des violences physiques.

En 2023, la majorité des défenseur-ses soutenu-es œuvraient en faveur des droits humains en général et 6 % en faveur des droits des minorités sexuelles et de genre en particulier. Par ailleurs, en 2023, environ 30 % des défenseur-ses soutenu-es étaient des femmes. La majorité des DDH ayant reçu une protection avaient entre 30 et 49 ans.





# NOTRE STRATEGIE DE PROTECTION

Agir ensemble a été créée pour contribuer activement au soutien et à la protection des défenseur-ses des droits humains en danger à travers le monde. La protection des défenseur-ses est entendue comme l'ensemble des mécanismes existants pour réduire les risques pesant contre les personnes qui défendent, protègent et promeuvent, individuellement ou collectivement, les droits humains et les libertés fondamentales, de manière pacifique — que la répression soit organisée par des autorités ou des acteurs non-étatiques.

Aujourd'hui, face au constat généralisé des nombreuses violations commises à l'encontre des défenseur-ses à travers le monde, leur apporter une protection est plus que jamais une priorité pour notre association. En 2023, l'association a adopté une stratégie de protection qui vient consolider son activité de protection des défenseur-ses, en explicitant ses principes et modalités de protection.

Nous agissons pour protéger les défenseur-ses en mettant en œuvre une protection holistique, c'est-à-dire à la fois collective et individuelle, à la fois réactive et préventive.

Agir ensemble veille à ce que les mesures visant à protéger les défenseur-ses reflètent leurs besoins face aux multiples formes de discrimination auxquelles ils-elles pourraient faire face.

Pour coordonner ses activités de protection, Agir ensemble travaille main dans la main avec des organisations partenaires basées dans les pays d'origine des défenseur-ses auxquelles nous apportons un soutien.

En 2023, Agir ensemble a également intégré de nouveaux réseaux regroupant des acteur-rices internationaux-ales de la protection des défenseur-ses (Shelter City, Journalists in Distress) pour partager des informations essentielles à l'instruction des demandes de protection, coordonner les réponses et augmenter l'efficacité de l'ensemble des dispositifs.

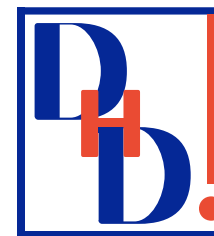






# DÉFENSEUR·ES

Initiative pour les défenseur·es des droits humains  
dans le monde



## Phase 1

**Pays :** Burkina Faso, Burundi, Cambodge, République du Congo, Côte d'Ivoire, France, Liban, Madagascar, Mexique, Togo

**Durée :** 3 ans

**Budget :** 1 323 439 €

**Partenaires :** Agir ensemble pour les droits humains, Fédération internationale des ACAT, Plateforme Droits Humains, Tournons la Page (TLP), Association Francophone des Commissions Nationales des Droits de l'Homme (AFCNDH)

**Financeurs :** Agence Française de Développement (AFD), Fondation de France et Open Society Foundations



En 2023, l'Initiative pour les défenseures des droits humains dans le monde entrainé dans sa deuxième année de projet. Sur le volet formation, des formations aux droits, à la documentation des cas et au plaidoyer national des DDH ainsi que des formations de formateur·ices à la sécurité physique et numérique ont été organisées à Madagascar et au Togo. Au total, ce sont 325 DDH qui ont renforcé leurs capacités, dont 95 femmes DDH et 51 DDH hors capitale. Des activités de formation ont également été organisées en France auprès des ONG membres de la PDH et des lauréat·es de l'Initiative Marianne pour les défenseures des droits de l'Homme. Sur le volet plaidoyer, 11 missions de plaidoyer national et international ont été réalisées à Madagascar, au Togo et à la CADHP autour des enjeux d'amélioration de l'environnement de travail des DDH.

En 2023, plusieurs études ont également été menées à terme, dont une cartographie des réseaux de DDH et des mécanismes de soutien psychosocial aux DDH dans les neuf pays cibles du projet, une étude des bonnes pratiques diplomatiques en matière de protection des DDH et une étude sur la protection collective des DDH.

Deux appels à projets ont été lancés en 2023, permettant de financer en cascade cinq organisations de la société civile dans différents pays cibles du projet : la Comisión Mexicana de Defensa y Promoción de los Derechos Humanos au Mexique, l'ACAT Madagascar, le Mouvement

Ivoirien des droits humains en Côte d'Ivoire, la Coalition Ivoirienne des Défenseurs des droits humains en Côte d'Ivoire et Tournons La Page Burundi.

En outre, des missions de plaidoyer ont abouti à des tables rondes sur la protection des DDH et des rendez-vous de plaidoyer avec des partenaires diplomatiques et techniques, des médias, des organisations nationales et des élues nationales. Les études conduites incluent aussi une analyse des bonnes pratiques diplomatiques pour la protection des DDH, restituée auprès des représentant·es institutionnel·les français·es, ainsi qu'une cartographie des réseaux de DDH existants dans chacun des neuf pays cibles, permettant d'identifier les futurs réseaux partenaires et les principaux axes de coopération pour 2024.

L'approche holistique et collaborative du projet vise à améliorer l'environnement de travail des DDH, à renforcer leur sécurité physique et numérique, et à promouvoir la coopération entre les secteurs des droits humains et du développement. En 2023, le projet a célébré les 75 ans de la Déclaration universelle des droits de l'Homme et les 25 ans de la Déclaration universelle des défenseures des droits, marquant des étapes significatives pour la protection des droits humains à l'échelle mondiale.





# LYON VILLE REFUGE

Ville Refuge des défenseur·ses des droits humains



**Pays :** France

**Durée :** depuis 2021

**Budget :** 90 882,72€ (dont 24 732 € de mise à disposition à titre gratuit).

**Financeurs :** Protect Defenders.eu, Ville de Lyon, Freedom House, Civil Rights Defenders

**Partenaires :** Ville de Lyon

« Lyon – Ville Refuge des défenseur·ses des droits humains » est un programme développé par Agir ensemble pour les droits humains, en partenariat avec la Ville de Lyon. Ce programme vise à permettre à des artistes, des défenseur·ses de l'environnement et aux membres de nos réseaux partenaires de se relocaliser temporairement à Lyon pour une durée variable de **6 mois à 12 mois** afin de se reposer et de renforcer leurs capacités.



Le programme Lyon Ville Refuge a pour objectif général de contribuer à la protection des défenseur·ses des droits humains (DDH) en danger ou ayant besoin de s'éloigner temporairement de leur environnement pour se reposer, en leur offrant une relocalisation temporaire à Lyon.

En 2023, le programme a reçu un soutien financier de la part de la Ville de Lyon, Protect Defenders.eu, Civil Rights Defenders et Freedom House. Trois défenseur·ses ont pu bénéficier de ce programme en 2023 :

- Une artiste yéménite a suivi des cours pour poursuivre son art en faveur des droits humains ;
- Un défenseur égyptien a pu prendre du repos et développer son réseau ;
- Une défenseuse des droits de l'environnement et des droits des populations autochtones Pygmées en République Démocratique du Congo a été accueillie pour bénéficier d'opportunités de plaider et renforcer ses capacités.

Les défenseur·ses accueilli·es ont notamment pu suivre des cours de français et des formations à l'UCLy et à l'École Nationale Supérieure des Beaux-Arts de Lyon, et ont participé à de nombreuses opportunités de plaider.

La population lyonnaise a également été sensibilisée sur la situation des défenseur·ses dans le monde, par le biais de l'organisation de divers événements. Dans le cadre du programme Lyon Ville Refuge, Agir ensemble a participé à une table ronde lors de la Journée Internationale des Droits Humains le 9 décembre 2023 à l'Hôtel de Ville de Lyon. En 2023, Agir ensemble a également continué à créer des synergies avec différents programmes français et européens de relocalisation temporaire des DDH en danger tels que le réseau Shelter City.

**« Grâce au programme, j'ai pu vivre de nouveau en toute quiétude, ce qui m'a permis de reprendre des forces pour continuer la lutte pour les droits humains et environnementaux. »** - Défenseuse des droits humains de République Démocratique du Congo, accueillie en 2023.





# PP-DDH

Protection et Promotion des droits des  
défenseurs des droits humains en  
République démocratique du Congo



## Phase 1

**Pays :** République démocratique du Congo

**Durée :** 29 mois (juin 2022 - novembre 2024)

**Budget :** 1 685 000 €

**Partenaires :** La Voix des Sans Voix pour les Droits de l'Homme, SOS Information Juridique Multi-Sectorielle (SOS-IJM), Foyer de Développement pour l'Autopromotion des Personnes Indigentes et en Détresse (FDAPID), Diakonia

**Financeurs :** Délégation de l'Union européenne, Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas



Le projet PP-DDH, initié le 1er juin 2022, est mis en œuvre par deux organisations internationales, Agir ensemble et Diakonia, et trois organisations de RDC : la Voix des Sans Voix pour les Droits de l'Homme, SOS Information Juridique Multisectorielle et le Foyer de Développement pour l'Autopromotion des Personnes Indigentes et en Détresse.

Ce programme vise, d'une part, à soutenir et protéger les défenseur-ses des droits humains (DDH) en danger via une protection holistique, et d'autre part, à renforcer les capacités opérationnelles des acteur-ices de la société civile et des autorités locales en matière de défense et de protection des droits humains et des DDH.

En 2023, le projet PP-DDH a permis d'atteindre les résultats suivants :

- **Mécanisme de protection d'urgence aux DDH en danger** : 41 DDH ont bénéficié d'un soutien individualisé et holistique à leur protection ;

- **Soutien aux mécanismes de protection collective et au renforcement de capacités** : en 2023, 537 DDH ont renforcé leurs capacités sur les fondamentaux des droits humains, le monitoring le rapportage des violations des droits humains, et la gestion de leur sécurité ; 26 réseaux de protection (un par province) ont été soutenus par le projet.
- **Actions de plaidoyer pour alerter sur la situation des DDH en RDC et favoriser les espaces de dialogue entre les acteur-ices de la société civile et les autorités locales** : En 2023, six rapports de monitoring des violations des droits humains ont été produits et un rapport de plaidoyer intitulé « **Légiférer pour protéger** » a été publié. Le rapport revient sur les étapes clés du processus d'adoption en 2023 de la loi nationale relative à la protection et la responsabilité du DDH, et souligne l'implication de la société civile congolaise ainsi que les bonnes pratiques identifiées pour parvenir à l'adoption du texte de loi, et accompagner les prochaines étapes de sa mise en œuvre.





# PROTECTION

Soutenir les défenseur·ses du mouvement  
Tournons La Page en danger



## Phase 2

**Pays :** Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire,  
Gabon, Guinée, Niger, RDC, Tchad et Togo

**Durée :** 2 ans (avril 2021 - mars 2023)

**Budget :** 479 692 €

**Partenaires :** Tournons La Page

**Financeurs :** Voice Global, Protect Defenders.eu



Agir ensemble pour les droits humains accompagne Tournons La Page (TLP) depuis son lancement. D'abord campagne de sensibilisation transformée par la suite en réseau, TLP réunit aujourd'hui près de 250 organisations membres menant des actions pacifiques et non partisans pour contribuer à l'avenir démocratique dans quatorze pays d'Afrique.

Membre de la coalition européenne de Tournons La Page, Agir ensemble a monté en 2019 le projet Protection qui vise à améliorer les conditions de travail des activistes de l'organisation qui militent pour l'alternance démocratique et la bonne gouvernance, sujets qui les exposent à de graves menaces, notamment à l'approche des élections.

Après un premier volet du projet qui a permis la mise en place d'un mécanisme de protection efficace (dix membres de TLP arrêtés en 2021 contre 55 en 2020), un second volet a été lancé en avril 2021 pour une durée de deux ans.

En 2023, quatre membres de TLP ont ainsi été soutenues en Côte d'Ivoire, au Gabon et en Ouganda. Par ailleurs, le projet a permis à tous les acteurices de protection du mouvement de se retrouver pour travailler sur le sujet lors de l'Assemblée générale de Tournons La Page en janvier 2023 à Cotonou.

En plus de renforcer le mécanisme de protection réactive déjà mis en place, le second volet du projet a développé la protection préventive par des actions de plaidoyer, de formation et de procès stratégiques, le but étant de faire en sorte que l'espace civique dans lequel travaillent les activistes soit ouvert et protecteur afin que ces dernières aient des clés pour se défendre en cas de menaces.





# RISC

**Renforcer les Initiatives pour Secourir les  
défenseur-ses de la République  
Démocratique du Congo (RDC)**



## Phase 3

**Pays :** République démocratique du Congo  
**Durée :** 3 ans (septembre 2021 – août 2024)  
**Budget :** 877 517 €

**Partenaires :** Synergie Ukingo Wetu (SUWE) ; SOS Information Juridique Multi-Sectorielle (SOS-IJM)

**Financeurs :** Ministère des Affaires Etrangères des Pays-Bas

Le projet RISC est centré sur la protection holistique des défenseur·ses des droits humains (DDH) à l'est de la RDC, région faisant face à un contexte sécuritaire très volatile, présentant de nombreux défis pour les DDH. Le projet est mis en œuvre par Agir ensemble et deux organisations congolaises, SOS Information Juridique Multisectorielle et la Synergie Ukingo Wetu. L'année 2023 a été marquée par un nouveau pic de violence, entraînant une augmentation des violations des droits humains commises par les groupes armés et les autorités, et incidemment une hausse des demandes de protection des DDH référées au programme RISC. La période électorale, en décembre 2023, a également été caractérisée par de nouvelles arrestations arbitraires de plusieurs journalistes, qui ont été soutenues par le programme RISC.

- Dans ce contexte, les actions ont été menées selon trois axes principaux :
  - **Protection réactive** : Apporter, en urgence, un soutien aux DDH en danger. Depuis le début du programme, 266 DDH ont reçu une protection individualisée et holistique sous la forme d'une aide à la relocalisation, d'une aide médicale, psychologique ou encore juridique.

- **Protection préventive** : Soutenir des mécanismes de protection collective. En 2023, le programme RISC a permis de former 209 DDH à la gestion de leur sécurité, d'appuyer quatre réseaux de protection des DDH et 25 Coalitions Locales de Protection (CLP), et d'organiser deux ateliers de sensibilisation des autorités sur la protection des DDH.
- **Plaidoyer** : Instaurer un environnement juridique et politique protecteur, avec des actions au niveau provincial, national et régional. Ainsi, l'année 2023 a été marquée par l'adoption de la loi 23/027 « sur la protection et la responsabilité du défenseur des droits de l'homme en RDC », promulguée le 15 juin 2023 par le chef de l'État, et par la publication, par le consortium RISC, du rapport *Processus électoral et protection des défenseuses*.







# WHRD WINDOW SAFETY NET

Amélioration de la sûreté, de la sécurité et de la santé  
des femmes défenseuses des droits humains

 **Women's Peace &  
Humanitarian Fund**   
A United Nations & Civil Society Partnership

## Phase 2

**Pays** : Cameroun, République Démocratique du Congo,  
République Centrafricaine, Burundi, Mali, Tchad, Liban,  
Palestine, Colombie, Ouganda

**Durée** : depuis septembre 2022

**Budget** : 415 209 USD

**Financeurs** : Multi-Partner Trust Fund Office, Women's  
Peace & Humanitarian Fund

**Partenaires** : Frontline Defenders, EMHRE,  
DefendDefenders, Madre



Le WHRD Window Safety Net est un programme mené par le Women's Peace & Humanitarian Fund conjointement avec cinq organisations partenaires de mise en œuvre : Agir ensemble pour les droits humains, Madre, DefendDefenders, Frontline Defenders et la Euromediterranean Foundation to Support Human Rights Defenders (EMHRF).

Partant du constat qu'au sein de pays en crise, les femmes défenseuses des droits humains font face à une double menace du fait de leur activité et de leur genre, ce projet a pour objectif d'améliorer leur sûreté, leur sécurité et leur santé. Le mécanisme de protection déployé par le projet permet un financement d'urgence flexible et un soutien logistique rapide à destination de femmes défenseuses travaillant dans un contexte de crise, afin d'assurer leur protection et de permettre la continuité de leur participation à la construction de sociétés plus inclusives et pacifiques. Dans ce cadre, dix pays sont couverts par Agir ensemble : le Burundi, le Cameroun, la Colombie, le Liban, le Mali, l'Ouganda, la Palestine, la République centrafricaine, la République Démocratique du Congo et le Tchad.

Le soutien apporté est adapté aux besoins individuels de protection de chaque femme défenseuse, dans une limite de six mois et de 10 000 USD. Il peut inclure à la fois une relocalisation temporaire, une aide aux personnes à charge, une réinsertion, l'achat d'équipements ou encore une aide judiciaire ou un soutien médical et psychologique.

Ce projet a débuté en septembre 2022, a été renouvelé en 2023 et son budget total s'élève désormais à 415 209 USD. En 2023, dans le cadre de ce projet, Agir ensemble a accordé une protection à 41 femmes défenseuses en danger pour un montant total de 131 073 USD.





# PLAIDOYER

**9**

**CONFÉRENCES**



**20**

**APPELS URGENTS,  
COMMUNIQUÉS,  
PÉTITIONS**



**1**

**CONCOURS DE  
PLAIDOY'ART**



**3**

**RAPPORTS  
PUBLIÉS**



**1**

**TOURNÉE DE  
PLAIDOYER  
EUROPÉENNE**





## LÉGIFÉRER POUR PROTÉGER

Le 15 juin 2023 est une date symbolique pour les DDH congolais-es avec la promulgation de la Loi 23/027 « sur la protection et la responsabilité du défenseur des droits humains en République démocratique du Congo » par le chef de l'Etat. Cette avancée majeure est la consécration d'une mobilisation importante des acteur-rices de la société civile congolaise, notamment les partenaires des projets RISC et PP-DDH, qui ont multiplié les actions de plaidoyer pour l'adoption du texte, puis sa vulgarisation auprès de la population.



## TOURNÉE DE PLAIDOYER EUROPÉENNE

Du 1er au vendredi 5 mai, une tournée de plaidoyer a été organisée dans le cadre du projet PEUPLE, avec pour ambition d'alerter les décideur-ses européen-nes et onusien-nes sur la situation des peuples autochtones Pygmées en RDC. Deux partenaires européens d'Agir ensemble : EurAc et le DOCIP, ont mené plusieurs actions : une formation en plaidoyer onusien pour permettre aux partenaires congolais d'avoir une meilleure connaissance des mécanismes onusiens pour améliorer leurs pratiques, une conférence sur le thème de la défense des droits humains à la préservation de l'environnement et la situation des peuples autochtones Pygmées, ou encore une participation à l'Examen Périodique Universel du Burundi pour un échange entre pairs.



## CONCOURS DE PLAIDOY'ART

En fin d'année, un concours de plaidoy'art a été organisé par le réseau DEFI en collaboration avec Agir ensemble. Il visait à faire reconnaître l'importance du travail réalisé par les artistes engagés qui font du plaidoyer par l'art, et qui, de ce fait, contribuent à promouvoir les droits humains en Afrique centrale. Au total, 33 candidatures ont été reçues. Chacune des œuvres présentées a démontré la diversité des talents artistiques présents en Afrique centrale, l'engagement profond des artistes pour la défense des droits humains, et surtout que l'art est une arme efficace pour lutter contre la violation des droits humains.



# ÉVÉNEMENTS

## WEBINAIRE

La désoccidentalisation du mouvement LGBTQIA+



6 JUIN 2023

10H - 11H30 Brazzaville, Libreville, Yaoundé et Kinshasa  
11H - 12H30 Paris et Goma

## WEBINAIRE

### LA DÉSOCCIDENTALISATION DU MOUVEMENT LGBTQIA+

Le 6 juin 2023, Agir ensemble et Coeur Arc-en-Ciel ont co-organisé un webinaire sur la désoccidentalisation de la lutte pour les droits des minorités sexuelles et de genre en Afrique centrale. Jean-Claude PONGAULT ELONGO, directeur exécutif de l'organisation Coeur Arc-en-Ciel, nous a partagé ses réflexions et ses expériences. Selon lui, « l'utilisation de l'acronyme LGBTQIA+ a été privilégié au début du mouvement pour des questions d'identité, mais sur le terrain les personnes s'identifiaient autrement ». Encore aujourd'hui, les minorités sexuelles et de genre en Afrique sont confrontées à l'importation d'une culture étrangère qui leur est imposée, reproduisant ce qui se fait ailleurs sans tenir compte des spécificités nationales. Cette dynamique sert alors le discours selon lequel l'homosexualité serait importée de l'Occident.



© Organisation des Nations Unies

## RENCONTRE AVEC MARY LAWLOR

Le mardi 5 septembre 2023, une rencontre, facilitée par Agir ensemble, a été organisée entre Mary Lawlor, Rapporteuse Spéciale des Nations Unies sur la situation des défenseur·ses des droits humains, et un groupe composé de 16 défenseur·ses engagés en République Démocratique du Congo. Cette réunion a permis d'engager un échange sur les défis auxquels sont confrontés les défenseur·ses, et de recueillir leurs recommandations pour renforcer leur protection dans un contexte de violations généralisées et d'insécurité.



## CONFERENCE

### COMMENT DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS ET L'ENVIRONNEMENT EN EXIL ?

Le jeudi 23 novembre 2023, Agir ensemble et le Secours Populaire ont organisé une table ronde animée par Margaux Chassagnon (Agir ensemble) et Sébastien Thollot (Secours Populaire). Desanges Angélique Mayenga et Vicar Batundi Hangi, activistes pour les droits humains et l'environnement en République Démocratique du Congo, ont échangé avec Rémi Orsier, directeur du DOCIP, qui soutient les Peuples Autochtones en leur apportant un appui technique dans leurs missions de plaidoyer, et documente leurs interventions auprès de l'ONU. Les différentes prises de parole de nos invité·es ont permis de dresser un état des lieux préoccupant de la situation géopolitique et environnementale en RD Congo, et de souligner l'importance du rôle des DDH de l'environnement dans ce pays continent.



**NOS**  
**ALLIÉ·ES**

Agir ensemble s'appuie sur l'expertise de ses partenaires, engagés sur le terrain, qui luttent contre les violations des droits humains. Ces partenaires ont noué une relation de confiance avec notre organisation, permettant une collaboration concrète menant à la réalisation de projets bénéficiant à la société civile.

Ensemble, nous construisons des projets en dépassant la relation traditionnelle de « soutien-soutenu-e ». Notre objectif est d'autonomiser ces organisations pour qu'elles puissent poursuivre leur mission et gagner en visibilité nécessaire pour agir efficacement.

- **ACTION POUR LA JUSTICE LA PAIX ET LE DÉVELOPPEMENT (AJPD-RDC) - DEFI 3**
- **ASSOCIATION AFFIRMATIVE ACTION CONGO (3AC) - DEFI 3**
- **ASSOCIATION FRANCOPHONE DES COMMISSIONS NATIONALES DES DROITS DE L'HOMME (AFCNDH) - DÉFENSEUR·SE·S**
- **ASSOCIATION POUR LA VALORISATION DE LA FEMME (AVAF) - DEFI 3**
- **BRAINFOREST - CITOYENNES ENGAGÉES / DEFI 3**
- **CENTRE DE DOCUMENTATION, DE RECHERCHE ET D'INFORMATION DES PEUPLES AUTOCHTONES (DOCIP) - PEUPLE**
- **CŒUR ARC-EN -CIEL - DEFI 3**
- **DÉFENDRE C'EST MA VOCATION (DCMV) - DEFI 3**
- **DIAKONIA - PP-DDH**
- **DEFENDEFENDERS - SAFETY NET**
- **ELLES CAMEROUN - DEFI 3**
- **FOYER DE DÉVELOPPEMENT POUR L'AUTOPROMOTION DES PERSONNES INDIGENTES ET EN DÉTRESSE (FDAPID) - PP-DDH**
- **FÉDÉRATION INTERNATIONALE POUR LES DROITS HUMAINS (FIDH) - DÉFENSEUR·SE·S**
- **FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES ACAT (FIACAT) - DÉFENSEUR·SE·S**
- **FONDATION EURO-MÉDITERRANÉENNE DE SOUTIEN AUX DÉFENSEUR·E·S DES DROITS DE L'HOMME (FEMDH) - SAFETY NET**
- **FRONTLINE DEFENDERS - SAFETY NET**
- **HUMANITY FIRST CAMEROON PLUS - DEFI 3**



- HUMANITÉ POUR TOUS - **DEFI 3**
- INITIATIVE DÉVELOPPEMENT - **CITOYENNE ENGAGÉES**
- INSTITUT POUR LA PROTECTION ET L'APPRENTISSAGE DES DROITS - **DEFI 3**
- LA VOIX DES SANS VOIX POUR LES DROITS DE L'HOMME - **PP-DDH**
- MADRE - **SAFETY NET**
- PROGRAMME INTÉGRÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DU PEUPLE PYGMÉE AU NORD-KIVU (PIDP) - **PEUPLE**
- PLATEFORME DES DROITS HUMAINS - **DÉFENSEUR·SE·S**
- RÉSEAU ECCLÉSIAL DU BASSIN DU CONGO (REBAC) - **PEUPLE**
- RÉSEAU EU-LAT - **BUENAVENTURA**
- RÉSEAU EUROPE - AFRIQUE CENTRALE (EURAC) - **PEUPLE**
- RÉSEAU FEMME LÈVE-TOI - **CITOYENNES ENGAGÉES / DEFI 3**
- RÉSEAU FRANCE-COLOMBIE SOLIDARITÉS - **BUENAVENTURA**
- RÉSEAU INDÉPENDANT DES TRANS\* AFRICAINS - **DEFI 3**
- SOLIDARITE DES FEMMES POUR LE DEVELOPPEMENT INTEGRAL (SOFEDI) - **DEFI 3**
- SOLIDARITÉ POUR LES FEMMES AUTOCHTONES (SPFA) - **PEUPLE**
- SOS INFORMATION JURIDIQUE MULTI-SECTORIELLE (SOS-IJM) - **RISC / PP-DDH**
- SYNERGIE UKINGO WETU (SUWE) - **RISC**
- TALLER ABIERTO - **BUENAVENTURA**
- TOURNONS LA PAGE (TLP) - **PROTECTION / DÉFENSEUR·SE·S**
- TRANSIGEANCE ACTION FÉMINISTE (TAF) - **DEFI 3**
- TERRE DES HOMMES ALLEMAGNE - **BUENAVENTURA**
- TERRE DES HOMMES SUISSE - **BUENAVENTURA**
- VILLE DE LYON - **LYON VILLE REFUGE**

# NOS RÉSEAUX

IOI Plateforme  
IOI Droits humains

[www.platformedh.fr](http://www.platformedh.fr)

HRDN

Human Rights &  
Democracy  
Network

[www.hrdn.eu](http://www.hrdn.eu)



**TOURNONS LA PAGE**  
Pour l'alternance démocratique  
en Afrique

[www.tournonsla  
page.org](http://www.tournonsla<br/>page.org)



EU-LAT  
Advocacy Network  
Red de Incidencia

[www.eulatnetwork.org](http://www.eulatnetwork.org)



Plateforme des  
ONG Françaises  
pour la Palestine  
منظمة المنظمات الفرنسية  
من أجل فلسطين

[www.platforme-  
palestine.org](http://www.platforme-<br/>palestine.org)

eurAC

réseau européen  
pour l'Afrique centrale

[www.eurac.org](http://www.eurac.org)  
Europe-Central Africa  
Network (EURAC)



[www.egides.org](http://www.egides.org)



[www.reseau-france-  
colombie.org](http://www.reseau-france-<br/>colombie.org)

CFCPI

[www.cfpci.fr](http://www.cfpci.fr)

Shelter  
City

[www.sheltercity.org](http://www.sheltercity.org)



INTERNATIONAL CITIES OF REFUGEE NETWORK

[www.icorn.org](http://www.icorn.org)

OMCT

Réseau SOS-Torture

[www.omct.org](http://www.omct.org)

EUTRP

European Union Temporary Relocation Platform

[www.eutrp.eu](http://www.eutrp.eu)



Vamos por la paz -  
Ensemble pour la paix  
Colombie



COMUNIDAD  
INTERNACIONAL  
EN ALERTA

[www.espaciodecoopera  
ci.wixsite.com/boletin](http://www.espaciodecoopera<br/>ci.wixsite.com/boletin)

Oidhaco

Oficina Internacional  
de Derechos Humanos -  
Acción Colombia

[www.oidhaco.org](http://www.oidhaco.org)

Journalists in  
Distress (JiD)  
Network

[www.journalists  
ndistress.org/](http://www.journalists<br/>ndistress.org/)

Building  
Response  
Together (BRT)



LA MAISON  
des solidarités  
locales et internationales

[www.maison  
dolidarites.org](http://www.maison<br/>dolidarites.org)



[www.civicus.org](http://www.civicus.org)

## IOI Plateforme IOI Droits humains

- Pays : France
- Durée : 3 ans (juillet 2021- juin 2024)
- Budget : 438 800€
- Financeurs: Agence française de développement, Fondation de France

Fondée en 2017 par 12 ONG, la Plateforme droits humains (PDH) compte aujourd’hui 29 membres. Ce sont tous des ONG françaises agissant à l’international dans le secteur des droits humains. Agir ensemble est l’un de ses membres fondateurs et assure le bon fonctionnement administratif et financier de la Plateforme.

L’année 2023 a été une année tournée vers la réflexion sur le passé et l’avenir du réseau PDH. La PDH et ses membres ont pris part à des activités de réflexion pour évaluer les projets qui financent la PDH depuis sa création et sur son autonomisation à venir d’Agir ensemble, afin de revenir notamment sur les temps forts de l’association et de construire ensemble son futur. La PDH a pu identifier ses points forts et ses points d’amélioration pour mener à bien son processus d’autonomisation qui se déroulera de 2024 à 2026, et surtout structurer son réseau, sa visibilité et son impact en tant qu’acteur représentatif du secteur des droits humains.

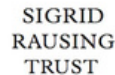


# NOS PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

- ACEB 71
- ADHEOS
- AFCNDH (Association francophone des Commissions Nationales des droits de l'Homme)
- AFD (Agence Française de Développement)
- APT
- Ambassade de France en République du Congo
- Ambassade France du Gabon
- Association des Jeunes Féministes d'Afrique Centrale (REJEFEMAC)
- Barreau de Lyon
- Barreau de Paris
- Bubble Art
- CCFD Terre Solidaire
- Civil Rights Defenders
- Coordination Sud-FRIO
- CSO lifeline
- Docip
- Egides
- Equipop
- Eurac
- EUTRP
- Fédération internationale des ACAT (FIACAT)
- Fédération Internationale pour les Droits Humains (FIDH)
- F3E
- Fondation de France
- Fondation FORD
- Fondation NED
- Fondation PRO-FEMMES
- Fondation Un Monde par Tous
- Forum réfugiés
- France Bénévolat
- Freedom House
- Front Line Defenders
- HRDN
- ICORN (International Cities of Refuge Network)
- Initiative Développement
- Institut Bioforce
- Journalists in Distress
- Les Amis de la Terre
- Maison des Solidarités Locales et Internationales
- Métropole de Lyon
- Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères
- Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas
- MISEREOR
- Multi-Partner Trust Fund Office
- National Endowment for Democracy
- Open Society Foundations
- Protect Defenders
- ProtectDefenders.eu
- Red Eu Lat
- Réseau France-Colombie Solidarités (RFCS)
- RESACOOOP
- SCD (Service de Coopération au Développement)
- Secours Catholique - Caritas France
- Secours Populaire Français Fédération du Rhône
- Shelter City
- Sigrid Rausing Trust (SRT)
- Solidarité Internationale LGBTI+
- Terre des Hommes Allemagne
- Terre des Hommes France
- Terre des Hommes Suisse
- Tournons La Page (TLP)
- UPR Info
- Union Européenne
- United Nations Development Programme (UNDP)
- Université Catholique de Lyon
- Ville de Genève
- Ville de Lyon
- Voice Global
- Women's Peace & Humanitarian Fund



OPEN SOCIETY FOUNDATIONS





# BILAN FINANCIER

Les montants sont arrondis au millier pour une meilleure lisibilité

## **PRODUITS (COMPTE DE RÉSULTAT, CF. DÉTAILS DANS LE GRAPHIQUE EN PAGE 3) :**

Le total des produits (2 241 000 €) est en hausse par rapport à 2022 : + 220 000 €, qui proviennent du lancement du projet MICHEL FORST financé par la Fondation FORD, , à la continuité des projets lancés et renouvelés en 2021 et 2022 (PEUPLE, BUENAVENTURA, PROTECTION, RISC, DEFI, PLATEFORME DROITS DE L'HOMME, SOUTIEN AUX DEFENSEURS DES DROITS HUMAINS, CITOYENNES ENGAGEES, de WPHF (Women's Peace and Humanitarian Fund), et de PPDDH (Protection et Promotion des Défenseurs des Droits Humains) signes de satisfaction et de confiance des bailleurs.

## **CHARGES (COMPTE DE RÉSULTAT, CF. DÉTAILS DANS LE GRAPHIQUE EN PAGE 4) :**

Le total des charges (2 206 200 €) est logiquement également en hausse par rapport à 2022 (+329 000 €) et s'explique par une forte augmentation de l'effectif de l'association ainsi que par l'envoi de subventions aux partenaires, cœur de notre activité. Toutefois, cette hausse reste encore inférieure à celle des produits, sans égaler les résultats des deux années précédentes.

## **RÉSULTAT DE L'EXERCICE :**

La forte hausse du total des produits, conjointe à une hausse proportionnellement inférieure des charges, ont permis un bénéfice de 34 759 € en 2023.

## **FONDS PROPRES (PASSIF DU BILAN) :**

Les fonds propres étaient de 516 630 € fin 2022, et s'élèvent donc fin 2023 à 551 389 € (516 630 € + le bénéfice de 34 759 €).

## **DISPONIBILITÉS ET PLACEMENTS (ACTIF DU BILAN) :**

La somme des disponibilités sur les comptes en banque (1 030 000 €) et des placements (41 000 €) s'élève à 1 071 000 € à fin 2023, ce qui signifie que le niveau trésorerie de l'association était alors extrêmement élevé.

## **BAILLEURS PRINCIPAUX :**

En 2023, l'Agence Française de Développement arrive en tête devant le Ministère des Affaires Étrangères des Pays-Bas, ONU Femmes, la fondation anglaise Sigrid Rausing Trust, l'Union Européenne et la Fondation FORD. Il faut noter que la subvention de Sigrid Rausing Trust a été particulièrement précieuse puisqu'il s'agit d'une subvention de fonctionnement et la dernière de leur part. Nous les remercions vivement pour l'aide financière apportée qui a permis à l'association de se développer. ONU Femmes (UN Women) a également continué à nous apporter sa confiance cette année. La Fondation FORD, la fondation américaine National Endowment for Democracy, le Secours Catholique, la Fondation Un Monde Par Tous, la Ville et la Métropole de Lyon ainsi que Protect Defenders ont apporté des cofinancements extrêmement précieux pour la réalisation des projets qui ne sont pas financés à 100 % par le bailleur principal.



## COMMENTAIRES SUR LES COMPTES DE L'ANNÉE 2023 :

Depuis l'exercice 2020, l'association confirme sa dynamique de résultats bénéficiaires (2020 à l'équilibre avec un bénéfice de 5 000 €, 2021 avec un excédent budgétaire de 112 000€ et de 143 500€ pour 2022). L'année 2023 reste sur une dynamique de fort développement de ses activités. Cependant il était nécessaire afin de suivre ces activités et son renforcement économique de renforcer également le nombre de ses salariés. Entre début 2022 et fin 2023 l'association est ainsi passée de 8 à 19 salariées.

Grâce notamment au lancement du projet MICHEL FORST, à la continuité des projets lancés et renouvelés en 2021 et 2022 (PEUPLE, BUENAVENTURA, PROTECTION, RISC, DEFI et PLATEFORME DROITS DE L'HOMME SOUTIEN AUX DEFENSEURS DES DROITS HUMAINS, de WPHF (Women's Peace and Humanitarian Fund), de PPDDH (Protection et Promotion des Défenseurs des Droits Humains)), (signes de satisfaction et de confiance des bailleurs), l'association a réussi à augmenter ses produits (+ 220 000 €), tout en maîtrisant la hausse de ses charges (+ 329 000 €). A noter que parmi ces charges se trouvent des provisions sur les projets PEUPLE, PACTE, CITOYENNES ENGAGEES et BUENAVENTURA, placées par prudence pour anticiper d'éventuelles risques de pertes lors de la finalisation de ces projets en 2024 et 2025, pour un total de 54 893 €.

L'excédent budgétaire au 31/12/2023 s'élève à 34 759 €.

Cet excédent va contribuer à la pérennisation des fonds propres d'Agir ensemble ainsi que la stabilisation de l'équipe salariée, en vue de continuer à gérer au mieux la forte dynamique d'augmentation du portefeuille de projets.

L'année 2023 a également été marquée par un travail de stratégie RH et d'un plan d'action pour mener à bien cette stratégie. Des actions prioritaires ont été identifiées sur 2024 et ce plan d'action s'étale sur 3 ans. Il doit permettre la structuration de l'organisation RH ainsi que de l'accompagnement de la structure dans la démarche de l'amélioration de la qualité de vie et des conditions de travail (QVCT).

Compte tenu de cette dynamique, les perspectives financières pour les années 2024 et 2025 sont également bonnes avec le lancement de nouveaux projets.

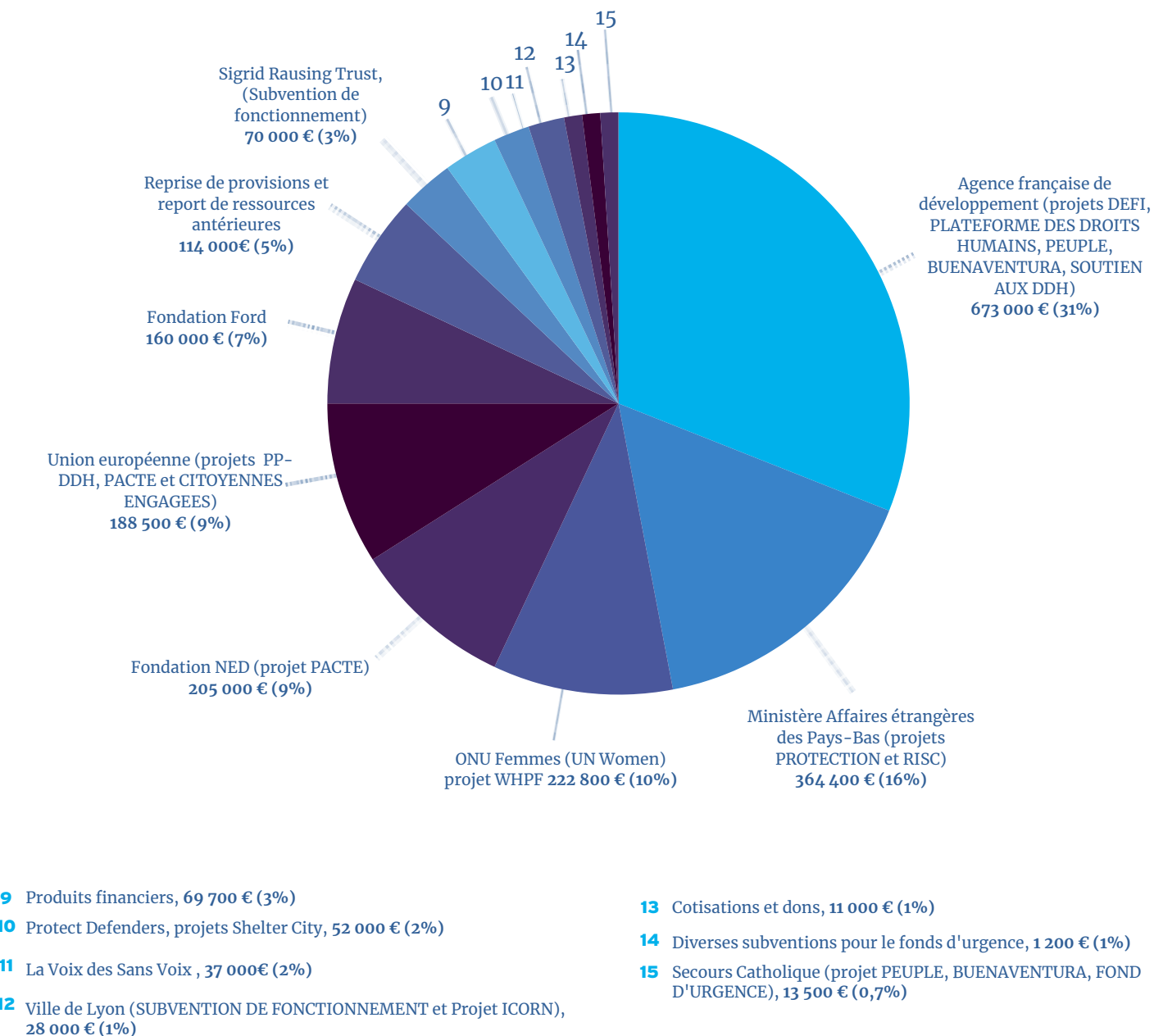
Le niveau de trésorerie disponible au 31/12/2023 était très élevé (1 071 000 €) et les fonds propres, augmentés de l'excédent budgétaire (551 389 €), serviront de socle à l'activité future.

## PRINCIPAUX INDICATEURS FINANCIERS :

- Principaux indicateurs financiers au 31/12/2023 :
  - Résultat de l'exercice 2023 : + 34 759 € (bénéfice)
  - Total des fonds propres de l'association : 551 389 €.
  - Disponibilités sur les comptes bancaires et placements : 1 071 000 €

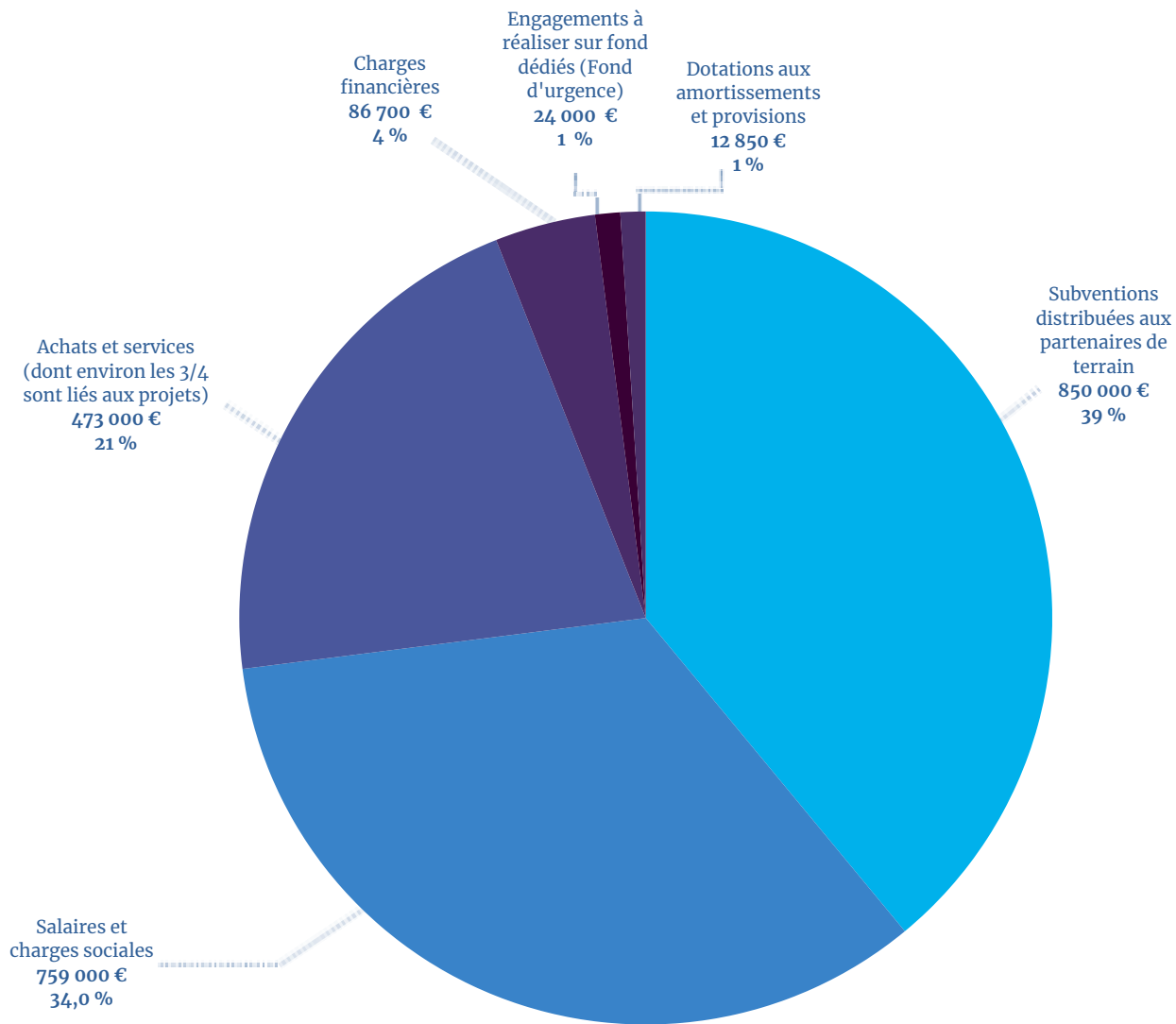
# Ressources de l'association en 2023 (Total 2 241 000 €)

Les montants sont arrondis au millier



# Charges de l'association en 2023 (Total 2 206 000 €)

Les montants sont arrondis au millier





# PERSPECTIVES

## ACT VBG

Agir ensemble compte poursuivre ses activités en faveur des droits des femmes au Gabon avec un projet visant à « Agir Contre Toutes les Formes de Violences Basées sur le Genre » dans le pays. Pour ce faire, plusieurs actions sont envisagées, comme des subventions en cascade et des actions de renforcement de capacités auprès des acteur·ices de la société civile engagées contre ce type de violences. L'objectif du projet tient également à interpeller les acteur·ices clef et décideur·euses à agir contre les VBG via des actions de plaidoyer, de sensibilisation ou de mobilisation sociale.



## BUENAVENTURA PHASE 3

En 2024, le projet œuvrera à la construction d'environnements protecteurs pour les enfants et jeunes dans le cadre de la maison de justice restauratrice implantée à Buenaventura. Des activités artistiques et formations ainsi qu'un accompagnement psychosocial y seront dispensés tout au long de l'année. Les institutions éducatives locales renforceront leurs pratiques de protection et de prévention de la violence via des formations sur la « culture de paix ». Une tournée de plaidoyer nationale sera organisée en Colombie afin de visibiliser la situation de Buenaventura auprès d'acteur·ices clés.



# 2024

## MOOC

En 2023, Agir ensemble a construit une version pilote d'un cours en ligne (« massive open online course ») à destination des défenseur·ses ; son lancement officiel étant prévu en 2024 sur le centre de ressources en ligne de l'association. Ce MOOC a pour vocation de revenir sur les principes fondamentaux de la sécurité des DDH, d'expliquer de manière pédagogique comment développer un plan de sécurité personnel, et de les introduire à des mécanismes clés de plaidoyer pour faire reconnaître leurs droits. Il constituera également un nouvel outil pour renforcer le suivi de la situation des défenseur·ses ayant reçu un soutien d'Agir ensemble et de ses partenaires.



## TOURNEE DE PLAIDOYER RESEAU DEFI

L'année 2024 sera marquée par un temps fort pour le projet DEFI : la tournée de plaidoyer du réseau ! Cette tournée européenne rassemblera cinq défenseur·ses des droits humains qui présenteront, auprès d'acteur·rices institutionnel·les à Paris, Lyon et Genève, un rapport de plaidoyer produit par le réseau DEFI sur l'accès aux financements pour les OSC de petite taille en Afrique centrale. Les participant·es partageront également leur combat en faveur de la protection des droits des femmes et des minorités sexuelles et de genre via des événements de sensibilisation et de plaidoyer art.



# AGISSEZ AVEC NOUS

## ADHÉRER

Pour faire porter votre voix dans la lutte pour les droits humains et soutenir l'émergence d'organisations locales, devenez officiellement membre ! Être adhérent-e vous permettra de prendre part à notre **vie associative**, à nos **événements** et aux **prises de décision** de notre organisation.

Pour adhérer, rendez-vous en ligne sur : <https://bit.ly/431VvsY> ou envoyez nous un mail à l'adresse [communication@aedh.org](mailto:communication@aedh.org)

Pour les étudiant-es, demandeur-ses d'emploi, demandeur-ses d'asile, l'adhésion est à 5€ seulement !

## DONNER

En donnant à Agir ensemble pour les droits humains, vous aidez à financer nos projets. Chaque don, qu'il soit petit ou grand, fait avancer notre mission !

Il est possible de donner par un **don unique**, un **don mensuel régulier** ou par le biais d'un **legs** ou **assurance vie**.

Suite à votre don un **reçu fiscal** vous sera adressé. Celui-ci vous permettra de bénéficier d'une réduction d'impôts de 66% du montant de votre don dans la limite de 20% de vos revenus imposables.



Pour donner, il est possible de passer par la plateforme en ligne HelloAsso : <https://bit.ly/3MSRQbm>. Vous pouvez aussi nous contacter à l'adresse [communication@aedh.org](mailto:communication@aedh.org) pour avoir plus d'informations.

## S'ABONNER

Pour ne plus manquer nos dernières actualités, vous pouvez vous abonner à notre newsletter bimestrielle ! L'abonnement est simple et gratuit.

En tant qu'abonné-e, vous serez parmi les premières à être informé-e de nos événements : conférences, webinaires, ateliers ou rencontres.

Il vous suffit d'ajouter votre adresse e-mail dans la section dédiée, sur la page d'accueil de notre site internet.

[www.agir-ensemble-droits-humains.org/](http://www.agir-ensemble-droits-humains.org/)

Vous pouvez également nous suivre, aimer, commenter et partager nos publications sur les réseaux sociaux.

Les réseaux sociaux offrent une plateforme puissante pour diffuser nos idées, nos valeurs et nos actions à un public plus large. Votre soutien renforcera notre impact et aidera à sensibiliser davantage de personnes ! Vous retrouverez tous nos réseaux sociaux sur la dernière page du rapport.





# MOT DE LA

## DÉLÉGUÉE GÉNÉRALE

Dans un contexte 2023 particulièrement marqué par les crises - recrudescence de conflits armés, augmentation de la discrimination raciale et ethnique, crises économiques et environnementales, restriction des libertés fondamentales- la défense des droits humains est plus que jamais vitale.

En tant que nouvelle déléguée générale d'Agir ensemble pour les droits humains, je tiens à saluer le travail de nos partenaires, les OSC locales, en première ligne, et défendant ardemment, les droits humains : droits des femmes, des minorités sexuelles, la liberté d'expression... Les écouter parler de leurs combats, leurs conditions de vie, souvent difficiles, est une leçon de vie, et force le respect. Et là est la force, et la raison d'être de notre association, venir en soutien aux défenseur·ses des droits humains, en les renforçant, elles, eux et leurs associations, là où ils et elles en ont le plus besoin : sur le plan administratif, organisationnel, juridique, financier... Les soutenir dans leur croissance, leur permettre d'être plus visible, plus audible, accéder à des financements internationaux.

Leur protection en tant que défenseur·ses est aussi un enjeu majeur sur lequel notre association est très active depuis 1999.

L'association s'est d'ailleurs dotée en 2023 d'une stratégie protection ambitieuse, tant sur le plan préventif que réactif, tant à un niveau individuel que collectif. Que seraient aujourd'hui les droits humains sans leurs défenseur·ses ? Ces défenseur·ses doivent être protégé·es tel que le prévoit les textes internationaux.

Je tiens aussi à remercier l'ensemble de l'équipe de Agir ensemble pour les droits humains qui s'est mobilisée et investie avec grand cœur et professionnalisme dans ses missions : chargé·es de communication, chargé·es de projets, chargé·es administratifs et financiers, volontaires de solidarité internationale, volontaires de service civique, stagiaires, bénévoles, et le CODIR, nos 3 manager·euses installé·es depuis octobre 2023 : directrice des programmes, responsable protection et responsable administratif et financier qui jouent un rôle essentiel dans le bon fonctionnement de l'association.

Enfin, un grand merci au conseil d'administration, son bureau, son Président qui donnent de leur temps sans compter, toujours disponibles et à l'écoute, ainsi que l'ensemble des adhérent·es, des donateur·rices, des bailleurs de fond sans lesquels nos projets ne pourraient voir le jour.

Solidairement,

— Carole Martin de Champs



16 avenue Berthelot,  
69007 Lyon France  
+33 (0) 4 37 37 10 11

[agir-ensemble-droits-humains.org](http://agir-ensemble-droits-humains.org)

[!\[\]\(99f58673407353e96a019fbca558fd72\_img.jpg\) \[/agir-ensemble-pour-les-droits-de-l-homme-aedh-/\]\(https://twitter.com/agir-ensemble-pour-les-droits-de-l-homme-aedh/\)](#)

[!\[\]\(0f848bbd71cef6b345273b16f905912a\_img.jpg\) \[/AgirEnsemblePourLesDroitsHumains/\]\(https://www.facebook.com/AgirEnsemblePourLesDroitsHumains/\)](#)

[!\[\]\(339a16584d5da0f0a3ca4e9ec17bf6a1\_img.jpg\) \[/agirensembledh/\]\(https://www.instagram.com/agirensembledh/\)](#)

[!\[\]\(a870788d6ed9b8fd294b7654a8c8526b\_img.jpg\) \[/AEDHmonde\]\(https://twitter.com/AEDHmonde\)](#)

[!\[\]\(de95854c7ee024cfadc48187bbb781b2\_img.jpg\) \[/AEDH69/\]\(https://www.youtube.com/AEDH69/\)](#)